

Entre l'officier, le médecin et l'enseignant, l'émergence de l'administration des sports et de la jeunesse (1918-1939)

Nicolas Palluau

Doctorant en histoire,
université de Paris I Panthéon-Sorbonne¹

Nicolas Palluau, qui enseigne l'histoire-géographie dans l'académie de Créteil, prépare une thèse sur l'avènement des stages de formation des cadres de la jeunesse sous la III^e République dans le champ de l'éducation nationale.

C ontemporaine de l'émergence de l'adolescence comme phénomène social, l'invention administrative de l'action de l'État dans le champ de la jeunesse et des sports reste au premier abord insaisissable à cause de l'absence d'unité et de l'éparpillement de la biographie. Le paradoxe vient en partie de la bibliographie réduite alors que les nombreuses réalisations restent dans la mémoire des acteurs. Avant la période du Front populaire (1935-1938), la construction historique et problématique des politiques publiques de jeunesse reste une inconnue. Les noms de Paté, Dézarnaulds, Lagrange, Roux évoquent de riches heures à replacer dans le terme moyen de l'émergence de la jeunesse et des sports comme compétence d'État pendant la première moitié du XX^e siècle. De ce manque, il ressort une quasi-absence de l'histoire des structures. Ces structures d'État n'existent pas sans les agents qui les animent et en retour elles se trouvent construites par l'action des individus. Nous essayons ici de comprendre pourquoi ces structures d'État s'intéressent aux sports et à la jeunesse, et comment se produit l'évolution de ces champs dans la configuration de la III^e République de 1918 à 1939.

1. Thèse sous la direction du professeur Pascal Ory avec l'aide de l'INJEP.



Trois champs de compétence de l'État, l'armée, la santé publique et l'enseignement, commandent tantôt successivement tantôt à tour de rôle le terrain des politiques du sport et de jeunesse. Chacun possède des cohérences internes et des évolutions qui lui sont propres. L'armée intervient dans le sport avec la préparation militaire qui relève encore en 1918 de la direction de l'infanterie. La préparation militaire, c'est le temps entre la scolarité obligatoire et le service militaire, par où passe une classe d'âge, c'est-à-dire toute la jeunesse masculine du pays. La multiplication des sociétés de tir jusqu'en 1914 recule progressivement. Dans la France des vainqueurs de Verdun, pour qui la préparation militaire incarne-t-elle une valeur éducative? La société française n'accepte plus le poids d'une telle militarisation, la guerre est gagnée, ce n'est plus la peine de préparer la prochaine, expliquant le déclin prononcé de la préparation prémilitaire bien que l'armée fournisse encore pendant longtemps de nombreux cadres au mouvement sportif². En 1920 est créé le ministère de la Santé, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale. Après 1918, l'épidémie de grippe dite *espagnole* entraîne l'essor vigoureux de l'hygiène médicale. L'invention du BCG en 1921 reste un traitement préventif contre le fléau national de la tuberculose³. On soigne les formes non contagieuses chez les enfants et les adolescents par les préventoriiums, les sanatoriums et les aériums pour soigner les adolescents autant que pour les moraliser contre l'alcool et son corollaire la violence sociale. La loi de 1902 en a fait une affaire des communes mais la sortie de la Première Guerre mondiale provoque un regain des politiques de santé publique. Dans l'enseignement, la part des effectifs entre le primaire et le secondaire reste stable pendant notre période. L'institution connaît une évolution fondamentale avec la transformation de l'Instruction publique en Éducation nationale sous le gouvernement d'Édouard Herriot en 1932. La question de l'école unique pour mettre fin à la ségrégation sociale reste un débat récurrent pour faire passer toute la jeunesse scolaire dans le même système scolaire au nom du renforcement de la construction de l'unité nationale⁴.

2. En 1960, le colonel Marceau Crespin se voit confier la Délégation générale à la préparation olympique.

3. Sournia J.-C., *Histoire de la médecine*, La Découverte, Paris, 1997.

4. Barreau J.-M., J.-F. Garcia et L. Legrand, *L'École unique (de 1914 à nos jours)*, PUF, coll. « Pédagogues et pédagogies », Paris, 1998.

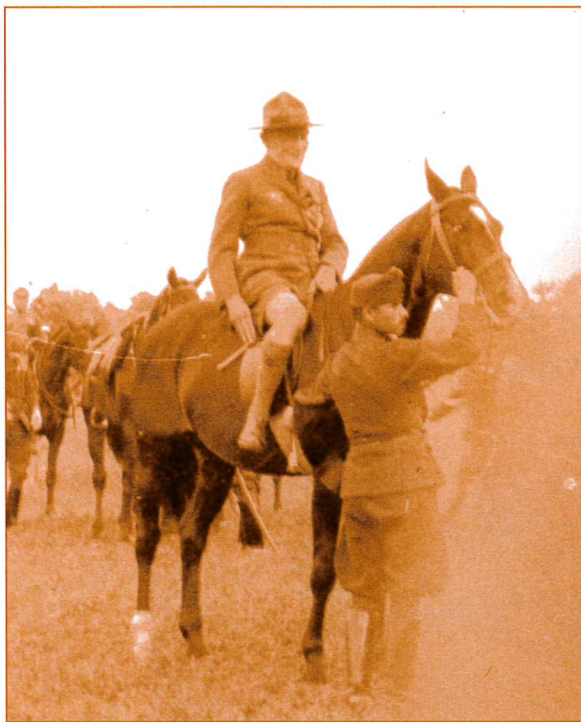


Sur ce diplôme de tir décerné en 1923 à La Française de Besançon figurent notamment un poilu ainsi qu'un chasseur alpin, le poteau frontière du Reich allemand gisant à ses pieds. À l'arrière-plan, on distingue la cathédrale de Strasbourg et l'arc de triomphe à Paris.

Nous étudions ce développement en trois périodes. De 1918 à 1925, le sport et la jeunesse restent sous l'influence militaire. De 1925 à 1937, ce champ cherche sa place sous une introuvable tutelle, de l'Instruction publique à la Santé. Enfin, 1937 marque le début de la stabilisation du sport et de la jeunesse dans le giron de l'Éducation nationale.

L'ombre portée de la préparation militaire – 1918-1924

Depuis leur organisation en 1908, les sociétés agréées par le gouvernement (SAG) relèvent du ministère de la Guerre pour l'organisation de la préparation militaire. C'est l'infanterie qui s'intéresse à cette instruction prémilitaire pour les garçons avant leur service militaire. À la fin du conflit, ce secteur est placé sous la tutelle du général de Serigny, directeur de l'infanterie au ministère. Quand il passe en revue aux Tuileries, en octobre 1918, les jeunes recrues de la classe 1920 avant leur départ au front, on invite le général Baden-Powell, le fondateur britannique du scoutisme. Il convient de compléter la formation prémilitaire par un programme éducatif qui lui faisait défaut et le regard des officiers se porte vers le scoutisme pour rénover la



© Le Doaré archives / Photo Jos Le Doaré

Sir Robert Baden-Powell (1857-1941), fondateur du scoutisme.

que et sportive et de l'hygiène sociale, à l'origine du ministère de la Santé. En 1924, il se voit confier l'organisation et la préparation des jeux Olympiques de Paris. Il imprime sa marque dans le lien entre l'éducation physique et la préparation militaire en gérant l'héritage du collège d'athlètes de Reims du fondateur de la méthode naturelle Georges Hébert. La fondation des centres régionaux d'instruction physique (CRIP) en est contemporaine⁷. Henry Paté coiffe de son autorité les mouvements éducatifs de jeunesse et les sociétés de préparation militaire qui, dans la culture administrative du moment, servent la même finalité, la nationalisation de la jeunesse sous l'autorité de la sphère militaire contre celle de l'enseignement. Dans chaque département de

nation par la jeunesse⁵. Après l'armistice, l'éducation physique qui gère la préparation militaire demeure dans le giron de la Guerre. Au ministère, une mission non rétribuée concernant l'éducation physique et la préparation militaire est confiée au député conservateur du Bloc national Henry Paté⁶, en poste presque sans interruption de juillet 1921 à juin 1924. Cet homme de droite a créé en 1918 le Comité national de l'éducation physi-

5. Denis D., « Une pédagogie du simulacre: l'invention du scoutisme (1900-1912) », *Agora débats/jeunesse* n° 11, 1^{er} trimestre 1998, L'Harmattan / INJEP, Paris / Marly-le-Roi, pp. 7-18.

6. Voir l'article que Jacques Defrance consacre ici même au personnage, ainsi que Defrance J., « Histoires de vie et socio-histoire du champ sportif. La trajectoire sportive et politique d'Henry Paté (entre 1918 et 1942) », dans J.-M. Delaplace, *L'Histoire du sport, l'histoire des sportifs. Le sportif, l'entraîneur, le dirigeant, XIX^e et XX^e siècles*, L'Harmattan, Paris, 1999, pp. 77-88.

7. Spivak M., *Éducation physique, sport et nationalisme en France, du Second Empire au Front populaire: un aspect original de la défense nationale*, thèse d'État, Université de Paris I, 1983.

métropole, un officier dirige l'administration des sociétés de préparation militaire⁸. De 1919 à 1922, le projet de règlement général pour l'éducation physique militaire cherche sans succès à installer la méthode Hébert contre le sport. La méthode naturelle et sa séance de plein air doivent compléter l'éducation physique par l'indispensable formation morale et patriotique qui sied à un programme complet. Mais l'armée n'accepte d'Hébert que le parcours du combattant dans l'entraînement des fantassins.

Ce demi-magistère obtient sa légitimité au ministère de l'Instruction publique avec les instructions officielles de juin 1923. Le ministre Léon Bérard veut assurer la promotion de l'éducation physique dans l'enseignement primaire afin de corriger le corps contraint par le travail scolaire. Il convient de rétablir l'équilibre entre esprit et corps au profit de ce dernier : « *Nous sommes bien certains que l'éducation intellectuelle ne souffrira pas de ce léger sacrifice qu'elle consent à l'éducation physique*⁹. » La souplesse des corps rendue possible par les avatars de la méthode naturelle se pose contre l'immobilisme des disciplines intellectuelles rendues coupables de la sclérose de l'enseignement.

La création en 1920 du ministère du Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale marque une forme de volonté de soin par l'éducation physique conduite au nom de préceptes médicaux. Après l'épidémie de « grippe espagnole » en 1918 et le trouble causé par la contagion révolutionnaire communiste en Europe, la bonne santé et son entretien par le sport résonnent comme la métaphore de l'apaisement social face à la lutte des classes qui menace la paix sociale. À la bonne santé du corps de l'individu répond la bonne santé du corps social. Bien avant 1914, des municipalités s'étaient emparées des politiques de soutien aux colonies de vacances en déléguant l'organisation de ce volet social aux réseaux de leurs clientèles catholiques ou laïques¹⁰. À sa création, le ministère est animé d'une ambition organisatrice en créant un service des camps de jeunesse, placé comme il se doit sous l'autorité d'un officier,

8. Voir Raude E. et G. Prouteau, *Le Message de Léo Lagrange*, Compagnie du livre, Paris, 1950.

9. Cité dans Seners P., *L'EPS, son histoire, sa genèse*, Vigot, Paris, 1998.

10. Rey-Herme Ph., *Les Colonies de vacances en France 1906-1936*, Fleurus, Paris, 1961. Voir aussi Houssaye J., *Le Livre des colos. Histoire et évolution des centres de vacances pour enfants*, La Documentation française, Paris, 1989.



le commandant Fabre. Il subventionne généreusement des camps de vacances franco-américains à hauteur de 100 000 francs en 1921 et 1922¹¹. Cette alliance tactique entre l'officier et le médecin sur le front de la régénération par la jeunesse reste la marque de ce temps de reconstruction après les dévastations du conflit mondial¹².

La recherche d'une introuvable tutelle – 1925-1936

Le Cartel des gauches conduit par Édouard Herriot s'achève au centre avec le gouvernement du mathématicien Paul Painlevé (avril-novembre 1925) qui transfère la tutelle d'une partie de l'éducation physique de la Guerre à l'Instruction publique en octobre 1925. Painlevé occupe presque sans interruption jusqu'en 1929 le portefeuille de la Guerre. Il réduit la durée du service militaire à un an et engage le projet de fortification des frontières de l'Est et du Nord que la postérité a attribué à tort à son prédécesseur et successeur André Maginot. L'évolution de la doctrine militaire française est marquée par l'effacement de la menace allemande consécutive à l'expansion économique. Dans l'émergence d'une doctrine défensive, la préparation de la nation en armes dès l'adolescence n'est plus une impérieuse nécessité. De haut-commissaire à la Guerre chargé de l'éducation physique, le député Paul Benazet devient sous-secrétaire d'État à l'Instruction publique chargé de l'éducation physique et de la préparation militaire.

Ce glissement aux conséquences importantes veut désormais soumettre le militaire au pédagogue. Le mouvement ne s'arrête pas à ce niveau car il est renforcé trois ans plus tard, en novembre 1928, par le transfert des derniers services d'éducation physique du cabinet du ministère de la Guerre au sous-secrétariat d'État à l'Instruction publique. Henry Paté reprend ce département pendant deux ans, fonction qu'il cumule avec la vice-présidence de l'Assemblée nationale. À partir de 1927 on crée en France dix instituts régionaux d'éducation physique (IREP). L'architecture nationale du sport est couronnée en 1933 par l'École normale

11. Rauch A., *Vacances en France de 1830 à nos jours*, Pluriel, Paris, 2001.

12. Voir *Reconstructions en Picardie après 1918*, Réunion des musées nationaux, Paris, 2000.

UNION DES SOCIÉTÉS DE GYMNASTIQUE DE FRANCE

XIV^{me} FÊTE FÉDÉRALE

De l'UNION des Sociétés de Gymnastique de France
Organisée par les Sociétés de Gymnastique de la Seine

De M. le **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**
De M. le Président du Conseil, de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur et de l'Instruction publique

De Conseil Général de la Seine et du Conseil Municipal de Paris

Les **Dimanche 9 et Lundi 10 Juin 1889**

AU POLYGONE DE VINCENNES

500 SOCIÉTÉS, 10,000 GYMNASTES FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

PROGRAMME DE LA FÊTE

Samedi 8 Juin — à 10 heures du soir — **RETRAITE AUX FLAMBEAUX**, à Vincennes

Dimanche 9 Juin

6 heures du matin — **CONCOURS** | 8 heures du soir — **BANQUET**

FÊTE PUBLIQUE | **GRANDE FÊTE DE NUIT au Camp des Gymnastes**

Lundi 10 Juin

5 heures du matin — **CONTINUATION des CONCOURS** | **FÊTE PUBLIQUE** | **RÉCEPTION**

DEFILE DES SOCIÉTÉS | **CORTÈGE** | **DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES**

Mardi 11 Juin — **EXCURSION DES GYMNASTES à VERSAILLES** par Saint-Cloud et Ville-d'Avray

GARDE RÉPUBLICAINE — ÉCOLE D'ARTILLERIE — 101^{er} RÉGIMENT DE LIÈGE

20,000 Places

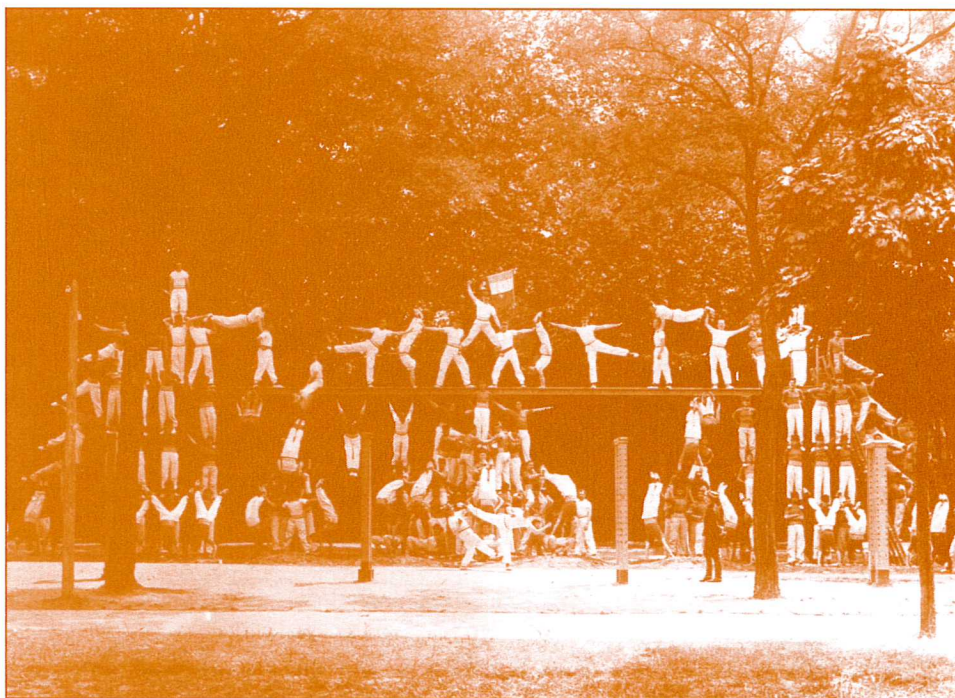
Réservées, prix	10 fr.
Premières	5
Secondes	3
Troisièmes	1

Billets réduits pour les 2 Jours

MOYENS DE TRANSPORT

Chemins de fer : Boulogne à Vincennes. Croiseurs, rails de la Seine
Tramways : Louvre, Ipi 5, Louvre, Ipi 7, Sèvres, Boulogne à Charenton
Omnibus : Place de la République à Charenton, Ipi 5
Bateaux : Croix-Rouge à Charenton

AU SIEGE SOCIAL
dans les principales Sociétés de Paris



© Iconothèque de l'INSEP

Présentation de la division de gymnastique sur le portique de la Redoute de la Faisanderie, École de Joinville, vers 1900.

d'éducation physique (ENEP) afin de remplacer définitivement la défunte École de Joinville. En 1930, le successeur de Paté à l'Instruction publique, Jean Morineau, travaille avec le capitaine Gaston Roux, chargé des équipements au cabinet, au projet d'un Institut national des sports dans le bois de Vincennes, en proximité du stade Pershing¹³. Au même moment, l'École de Joinville s'est dotée d'un établissement nautique le long des rives de la Marne à Nogent dont le bâtiment reprend le style paquebot du moment¹⁴.

À la Guerre ou à l'Instruction publique à la fin de la décennie 1920, ces politiques publiques restent l'apanage d'hommes de droite rejetant progressivement le consensus républicain du centre. Le sport reste un moyen de régénérer par la jeunesse une société industrielle perçue

13. Rangeard J., *La Saga des CREPS et autres établissements « jeunesse et sports ». Quel avenir après 50 ans ?* Document de l'INJEP n° 27, Marly-le-Roi, 1996.

14. Le Bas A., « Architectures du sport 1870-1940. Val-de-Marne, Hauts-de-Seine », *Cahiers de l'inventaire*, n° 23, Connivences, Paris, 1991.

comme en crise morale et en décadence. Leur regard se tourne naturellement vers le fascisme italien dont la politique culturelle et sportive, à travers le cinéma éducatif dès 1928 ou la victoire en Coupe du monde de football en 1934, ne manque pas d'être un modèle¹⁵. Cela entraîne en réaction la mobilisation de la gauche française à travers les réseaux de la Ligue de l'enseignement pour créer l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) et l'Union sportive de l'enseignement primaire (USEP) en 1928 et 1929 après avoir longtemps dénoncé le rôle conservateur de l'éducation physique.

Avec l'arrivée du gouvernement de Gaston Doumergue provoqué par la tentative de coup de force du 6 février 1934, l'éducation physique quitte l'Instruction publique pour la Santé. L'échec du pédagogue dans l'organisation du sport républicain est sanctionné par la tutelle nouvelle du médecin, appelé à encourager les mouvements du corps après avoir soigné les organes. La cohérence institutionnelle de la réunion des colonies de vacances, de l'éducation physique et du sport sous une même tutelle médicale marque cependant la recherche de l'introuvable intégration nationale de la jeunesse, hors de l'institution militaire disqualifiée mais sans pour autant accepter l'hébergement de l'Instruction publique. Celle-ci est devenue Éducation nationale en juin 1932 sous un éphémère gouvernement de gauche dirigé pendant quelques mois par Herriot. L'enseignement républicain accomplit alors sa révolution épistémologique en changeant de nom. Il peut désormais revendiquer le monopole de l'action éducative de la nation, au besoin en captant les départements éducatifs des autres ministères. Dans la concurrence attisée entre l'officier et le pédagogue pour le contrôle de la jeunesse, le médecin se voit cependant forcé d'avouer sa sujétion. À partir de janvier 1936, le ministre de la Santé Louis Nicolle arrête le projet des architectes Berthelot, Bovet et Cuzol pour l'Institut national des sports du bois de Vincennes. Le bâtiment consacré à l'entraînement sportif doit impérativement pouvoir se transformer en hôpital militaire.

15. Taillibert C., *L'Institut international du cinématographe éducatif. Regard sur le rôle du cinéma éducatif dans la politique internationale du fascisme italien*, L'Harmattan, coll. « Champs visuels », Paris/Montréal, 1999.

1936-1939 – vers une nouvelle volonté politique ?

Dans son gouvernement nommé le 4 juin 1936, Léon Blum conserve l'organisation administrative héritée de ses prédécesseurs. L'éducation physique et les sports se placent sous la tutelle du ministère de la Santé confié au socialiste Henri Sellier. Les réalisations du maire de Suresnes, le gymnase et la piscine du lycée Paul-Langevin, la cité-jardin puis l'école de plein air, soumettent résolument les jeunes sportifs aux prescriptions de l'hygiène médicale. Nommé sous-secrétaire d'État à l'Éducation physique, le docteur Pierre Dézarnaulds dépose son *plan de réorganisation de l'éducation physique et des sports* dans lequel cette activité devient obligatoire pour tous, de six à seize ans. Défendu par Sellier, ce plan est marqué par un indispensable réarmement physique et moral face à l'Allemagne nazie. Inquiète de voir le gouvernement adopter les idées des acteurs des précédentes politiques sportives de droite – tel le député Henri Chéron –, la gauche crie au scandale¹⁶. Mais le radical Dézarnaulds, à la tête pendant un an (juin 1936-juin 1937) de l'administration de la préparation militaire en bout de course et défendant un projet impopulaire à gauche, ne possède pas le charisme de son jeune collègue socialiste Léo Lagrange¹⁷.

16. Ory P., *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire*, Plon, Paris, 1992.

17. On doit à Dézarnaulds les débuts de l'enseignement médical sportif dans les facultés de médecine de Paris, Lyon et Nancy.

LIENS DE JEUNESSE ET SPORTS AVEC LE MINISTÈRE DU BUDGET

Antoine Deschamps

SNIJSL

Intervention au comité d'histoire
du 6 décembre 2001

Dans l'article qu'il consacre à la constitution, dans l'entre-deux-guerres, du champ jeunesse et sports, Nicolas Palluau souligne, pour la période de Léo Lagrange, la modicité des moyens financiers mis à disposition de l'administration et les conditions parfois acrobatiques de leur gestion, notamment sur les fonds secrets mis à disposition du ministère de l'Éducation nationale.

Dans un contexte très différent, on retrouve ensuite des différences, mais aussi des constantes. Sous Vichy, selon les termes employés par Marc-Olivier Baruch¹, les recrutements furent nombreux dès septembre 1940, mais contre l'avis de la direction du Budget. Fin 1941, le secrétariat général à la Jeunesse (267 agents) et le commissariat général à l'Éducation générale et aux Sports (295 agents) disposaient de presque autant de fonctionnaires que l'administration centrale du ministère de l'Instruction publique. Mais de quel type de fonctionnaires s'agissait-il ? Il est significatif que l'acte dit *loi du 12 novembre 1940*, qui agrège les services de la Jeunesse à l'Éducation nationale, prévoit aussi que, pendant une période transitoire (qui sera régulièrement prolongée), les emplois nouvellement créés

dans les administrations satellites « pourront être pourvus sans que les titulaires réunissent les conditions exigées par le statut des personnels ». Ces recrutements bien rémunérés créent des jalousies parmi les autres fonctionnaires, et c'est ainsi que le ministère du Budget annule une circulaire du ministre de l'Instruction publique accordant une bonification d'ancienneté aux enseignants qui acceptent d'aller encadrer un chantier de la Jeunesse.

Les fonctionnaires ainsi recrutés ne semblent pas avoir fait l'objet, à la Libération, de fortes mesures d'épuration, ce qui peut sembler idéologiquement surprenant. Et ce sont encore des considérations budgétaires qui semblent avoir conduit en 1946 à la fusion de la direction de l'Éducation populaire et des Mouvements de jeunesse et de la direction de l'Éducation physique et des Sports en une direction générale de la Jeunesse et des Sports (les deux termes sont accolés pour la première fois), puis en 1947 à la commission « de la hache » (287 suppressions d'emplois), et en 1948 à la commission « de la guillotine » (200 suppressions d'emplois).

Sans commettre d'anachronisme ni de rapprochement hasardeux, il me semblerait particulièrement intéressant d'analyser les influences du ministère du Budget sur la politique de la Jeunesse et des Sports, dans une histoire qui reste sans doute à écrire.

Le sous-secrétaire d'État à l'Organisation des sports et des loisirs partage les bureaux des services de Dézarnaulds dans les appartements exigus du 18, rue de Tilsitt dans le VIII^e arrondissement, tout près de l'arc de triomphe. Le jeune ministre des Sports de la gauche française travaille donc à l'ombre du premier lieu de commémoration militaire national. Encore ne dispose-t-il pas, de juin à décembre 1936, de budget propre. Il doit se contenter de l'argent tiré des fonds secrets de la présidence du Conseil, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, sans la Santé dont il dépend et qui ne participe pas au financement de ces nouvelles actions gouvernementales. Au cabinet Lagrange, le capitaine Roux, ardent propagandiste du brevet sportif populaire (BSP), reste le responsable de la subvention des constructions sportives et, à ce titre, principal conseiller du ministre pour la politique d'équipement. Le directeur des loisirs et de l'éducation physique, Raymond Siroux, est compétent pour la lecture, le spectacle et les Auberges de jeunesse. Cet ancien adhérent de la Jeune République propose la création d'un poste d'*inspection générale des sports et des loisirs*, préfiguration d'un corps de hauts fonctionnaires chargé d'assurer le lien avec les mouvements associatifs avant que le ministre abandonne l'idée pendant la navette parlementaire. Avec Roux et Siroux dans le cabinet Lagrange, la politique sportive du pouvoir de gauche est inspirée par un officier au

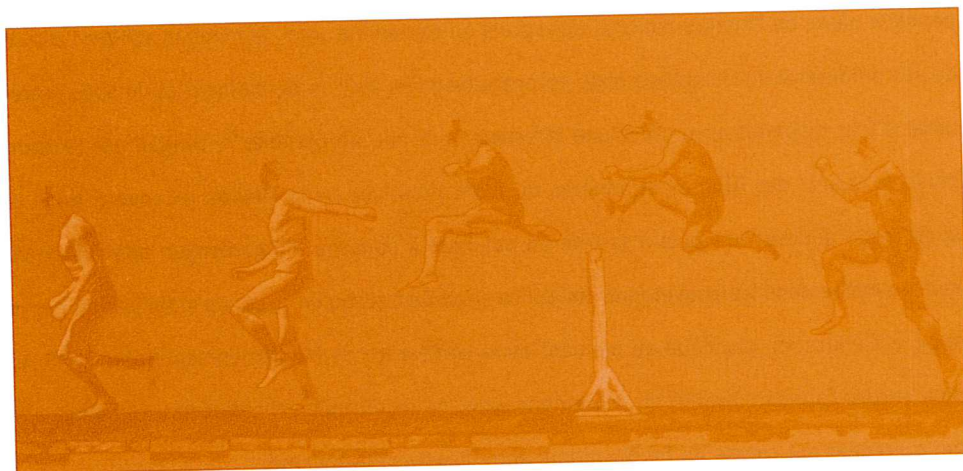
1. *Servir l'État français*, Fayard, Paris, 1997, p. 194 et suivantes.

service de tous les gouvernements du régime et par un militant démocrate-chrétien désireux d'élargir le champ d'intervention de l'État.

Des parlementaires de gauche, dont le député Georges Barthélemy, restent favorables à la fusion des deux départements de Lagrange et de Dézarnaulds et à l'élargissement de leur champ de compétence. En effet, les stations touristiques relèvent des Transports alors que les stations thermales et climatiques dépendent de la Santé. La prise de conscience de l'éparpillement de la politique d'équipement des loisirs et du sport pourrait se trouver à l'origine de l'idée de regrouper les services au nom de la bonne gestion de l'action gouvernementale. Georges Barthélemy souhaite un rattachement à la présidence du Conseil dans une perspective interministérielle. Avec le départ de Blum et l'arrivée de Chautemps en juin 1937, les deux départements sont fusionnés et passent sous la tutelle de l'Éducation nationale. En devenant le subordonné de Jean Zay, Léo Lagrange met définitivement un terme à la conception hygiéniste du sport et des loisirs en élargissant l'action éducative de la nation au champ des loisirs. La configuration de cette nouvelle organisation administrative associée à la forte popularité du ministre reste l'élément fondateur de la vision de l'éducation hors et autour de l'école, porté par l'Auberge de jeunesse, désormais légitimé comme nouvel et indispensable complément de la salle de classe.

Lancer du disque : chronophotographie sur plaque fixe de Georges Demeny, École de Joinville, 1906.





© Iconothèque de l'INSEP

Course de haies : le franchissement « à la Cavally ». Chronophotographie sur plaque fixe de Georges Demeny, École de Joinville, 1906.

Rue de Grenelle, l'Éducation nationale réforme à l'initiative de Jean Zay les appellations de ses directions. Celle de l'enseignement primaire devient début juin 1937 la direction de l'enseignement du premier degré et de l'éducation post-scolaire, confiée au recteur d'Aix-en-Provence Maximilien Sorre tandis que l'enseignement de second degré revient à celui de Lille, Albert Châtelet. Le nouveau premier degré englobe le secteur périscolaire des organisations de jeunesse. Le sommet de l'institution reconnaît désormais un nouveau rôle éducatif dans le prolongement de son action. Jean Zay assure l'installation des idées du précédent directeur du primaire Théodore Rosset, connaisseur de ce secteur depuis la décennie précédente et promoteur des méthodes actives par l'envoi d'instituteurs au premier centre d'entraînement en mars-avril 1937. Mais, honni par la gauche enseignante, il lui est proposé la direction de l'enseignement supérieur.

Ce regroupement des départements éducatifs sous un même toit est une véritable première politique depuis la Révolution française. Néanmoins, on se plaint toujours de l'éparpillement. En 1938, le tourisme dépend des Transports et le loisir rural de l'Agriculture, échappant ainsi à Léo Lagrange. Sa politique d'équipement souffre de cette dispersion. La fondation de l'Association de l'école nationale de ski français en août 1937 est dans la continuité de son action, mais l'association est dissoute en 1939 suite à un déficit financier. Quand il pose la



première pierre de l'Institut national des sports en septembre 1937, le ministre achève l'œuvre de ses prédécesseurs. Lagrange reste en poste jusqu'en avril 1938, moment où le sous-secrétariat d'État disparaît au profit d'une direction de la rue de Grenelle¹⁸. Dirigée par l'ancien ministre radical des Affaires étrangères du Front populaire Yvon Delbos reconverti dans le sport, cette direction n'a plus à sa tête un politique à panache. L'organisation administrative reste la même dans les gouvernements qui se succèdent jusqu'en 1940. La mobilisation par le sport et l'éducation physique au moment de la conférence de Munich en septembre 1938, et plus encore l'année suivante en septembre 1939, ne reçoit qu'un timide écho. Les vingt ans qui précèdent ont creusé un fossé culturel entre l'école et la caserne.

C'est à l'Éducation nationale que l'intégration de la jeunesse qu'on ne veut plus voir soumise à la Santé ou à la Guerre est la plus profondément et durablement réussie. Quand, en décembre 1936, le fondateur du scoutisme Baden-Powell vient à Paris pour les vingt-cinq ans du mouvement en France, c'est Jean Zay qui le reçoit dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, haut lieu des légitimations pédagogiques de la III^e République. En dix-huit ans, de 1918 à 1936, les politiques du sport et de la jeunesse ont glissé de la Guerre vers l'Éducation nationale dans un sens qui n'est pas remis en cause depuis. Le temps réellement et symboliquement fort du Front populaire reste celui où le sport et la jeunesse achèvent le long terme de leur mue idéologique dans la soumission à l'ordre enseignant. Mais ce temps de progrès social est précédé depuis longtemps de politiques de l'État, de la part de gouvernements de gauche comme de droite, où la continuité prime sur la rupture. La désuétude dans laquelle tombe le système des sociétés de préparation militaire montre qu'il ne s'agit pas de politique gouvernementale mais de la fin de parcours d'un mode d'organisation de la jeunesse qui n'est plus porté par une force sociale. L'ensemble « sport et jeunesse » sous un régime de démocratie libérale semble ne pas pouvoir construire sa propre autonomie hors de l'intervention vigoureuse de l'État.

18. Sauf sous le second gouvernement Chautemps (janvier-mars 1938).